

GHT SOMME LITTORAL SUD

DIRECTION DES ACHATS

Marché public de fournitures courantes et services

<p style="text-align: center;">Cahier des clauses administratives particulières</p> <p style="text-align: center;">Marché conclu en partie à prix global et forfaitaire et en partie à prix unitaires</p>	<p style="text-align: center;"><u>Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) avec asservissement et désenfumage pour le Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud</u></p>
	<p style="text-align: center;">Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie</p> <p>Numéro de l'affaire : 23TE0253</p> <p><u>Date limite de remise de plis : 14/06/2024</u></p> <p><u>Heure limite : 12h00</u></p>



Sommaire

Préambule.....	5
Généralités du GHT Somme Littoral Sud	5
Compétences de l'établissement support et des établissements parties.....	6
1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales.....	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Mode de passation et forme du contrat.....	7
1.3. Décomposition du marché	8
1.3.1 Allotissement	8
1.3.2 – Décomposition en tranches	8
1.4. Variantes	8
1.5. Représentation des parties	8
1.6. Informations réciproques des parties	9
1.7. Réalisation de prestations similaires.....	9
1.8. Cotraitance et sous-traitance.....	10
1.8.1 Cotraitance.....	10
1.8.2 Sous-traitance	10
1.9 Montant du marché.....	11
2. Pièces contractuelles	12
3. Forme des notifications, informations au titulaire et langue.....	13
3.1. Forme des notifications.....	13
3.2. Langue du marché.....	13
4. Durée, modalités et délais d'exécution	13
4.1. Durée du marché conclu en partie à prix global et forfaitaire et en partie à prix unitaires	13
4.2. Modalités et délais d'exécution	13
4.2.1 Modalités d'exécution des mesures préventives	13
4.2.2 Modalités d'exécution des mesures curatives	14
4.2.2.1 Délais d'exécution.....	14
4.3. Prolongation des délais d'exécution	18
5. Prix	18
5.1. Contenu et caractéristiques des prix	18
5.2. Variation des prix	19



5.2.1	Mois d'établissement des prix du marché.....	19
5.2.2	Révision du prix.....	19
5.3.	Arrondis.....	20
5.4.	Application de la taxe à la valeur ajoutée	20
6.	Clauses de financement et de sûreté	20
6.1.	Avance	20
6.2.	Garanties financières de l'avance	21
6.3.	Garantie constructeur	21
7.	Règlement des comptes	21
7.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs	21
7.2.	Mode de règlement – Escompte	21
7.3.	Intérêts moratoires	22
7.4.	Présentation des factures au format dématérialisé	22
7.5.	Paiements des cotraitants et des sous-traitants.....	24
8.	Pénalités.....	24
8.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	25
8.2.	Pénalités diverses.....	25
8.3.	Pénalité pour travail dissimulé.....	25
8.4.	Mesures compensatoires	25
9.	Modalités d'exécution du marché	26
9.1.	Conditions d'exécution des prestations.....	26
9.1.1	Prise en charge - Remise du matériel ou des équipements en fin de marché	26
9.1.2	Documentation technique	26
9.1.3	Accès et consignes	26
9.1.4	Locaux et moyens mis à disposition du titulaire	26
9.1.5	Personnel d'intervention du titulaire	26
9.1.6	Consignes générales de sécurité.....	27
9.2.	Obligations du titulaire.....	27
9.2.1	Réunions	27
9.2.2	Coopération	27
9.2.3	Intervenants.....	27
9.2.4	Confidentialité	27
9.2.5	Présentation des livrables.....	28
9.3.	Documents à fournir après exécution.....	28
9.4.	Responsabilité du titulaire	28



10.	Constatation de l'exécution des prestations	28
10.1.	Opérations de vérification	28
10.2.	Décision après vérification	29
11.	Garantie des prestations.....	29
12.	Assurances	29
13.	Clauses de réexamen	29
14.	Différends et litiges	30
15.	Résiliation.....	30
16.	Redressement ou liquidation judiciaire	31
17.	Droit et Langue	31
18.	Clause complémentaire	31
19.	Dérogations au CCAG applicables	32

Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Ets le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation

Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné



comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud, le nombre de membres du GHT Somme Littoral Sud pourra évoluer dans le temps.

Compétences de l'établissement support et des établissements parties

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT Somme Littoral Sud. La phase d'exécution de l'accord-cadre (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concerne des :

Maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) avec asservissement et désenfumage pour le Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud

Le marché concerne la maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) avec asservissement et désenfumage pour le Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud comprenant les 10 établissements parties suivants :

Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie



D408
80054 AMIENS Cedex 1

Centre Hospitalier Intercommunal Montdidier – Roye
25, rue Amand de Vienne
80500 MONTDIDIER

Centre Hospitalier d'Albert
Rue Tien Tsin
80303 ALBERT Cedex

Centre Hospitalier de Doullens
Rue de Routequeue
80600 DOULLENS

Centre Hospitalier de Corbie
33, rue Gambetta
80800 CORBIE

Centre Hospitalier d'Hesdin
3, rue Prévost
62140 HESDIN

Centre Hospitalier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer
Rang du Fliers
62180 RANG-DU-FLIERS

EPSM de la Somme
Route de Paris
80044 AMIENS Cedex 1

Centre Hospitalier d'Abbeville
43, rue de l'Isle
80142 ABBEVILLE Cedex

Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme
33, quai de Romerel
80230 SAINT VALERY SUR SOMME

Le titulaire devra assurer les prestations listées à l'article 1.4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Les prestations porteront à la fois sur un prix global et forfaitaire et un prix unitaire conformément aux articles 1-4-1 et 1-4-2 du CCTP.

1.2. Mode de passation et forme du contrat

La procédure de passation est : **un marché passé en appel d'offres ouvert**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.



Ce marché contient des conditions particulières d'exécution liées à l'environnement mais pas de conditions particulières sociales.

Le marché pour sa partie à prix unitaires, **sans minimum et avec maximum**, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations qui s'exécute en partie pour la maintenance préventive sur la base du calendrier mis au point en début d'exécution du marché et en partie pour la maintenance corrective, au fur et à mesure des besoins des établissements parties du GHT SLS, **par l'émission de bons de commande**.

Le marché est attribué à **un seul opérateur économique**.

1.3. Décomposition du marché

1.3.1 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), la présente consultation est allotie.

Le marché est décomposé en 4 lots comme suit :

- Lot 1 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque CHUBB ou équivalent
- Lot 2 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque DEF ou équivalent
- Lot 3 : Maintenance du parc d'équipements existants de marque SIEMENS ou équivalent
- Lot 4 : Maintenance du parc d'équipements existants AUTRES MARQUES

Les établissements concernés par les lots sont indiqués à l'article 1.1 du C.C.T.P.

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct.

1.3.2 – Décomposition en tranches

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du C.C.P.

1.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché.

1.5. Représentation des parties

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel soit un groupement d'entreprise.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.8.1 du présent



C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1.6. Informations réciproques des parties

- Informations données par le pouvoir adjudicateur au titulaire pendant l'exécution du marché :

Le pouvoir adjudicateur communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- ▶ De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- ▶ De toute observation ou de tout document adressé directement au pouvoir adjudicateur par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au pouvoir adjudicateur :

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au pouvoir adjudicateur.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1.7. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une



procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.8. Cotraitance et sous-traitance

1.8.1 Cotraitance

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie de l'accord-cadre qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le pouvoir adjudicateur.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

- Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres.

Ou

- Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

- Transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

- Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

- Remettre, au pouvoir adjudicateur, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au pouvoir adjudicateur après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

- Toute autre communication destinée au pouvoir adjudicateur est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

1.8.2 Sous-traitance



La sous-traitance est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du C.C.P.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

1.9 Montant du marché

Le marché porte en partie sur des prestations relatives à la maintenance qui seront rémunérées sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

Il porte également en partie sur des prestations relatives à la maintenance corrective ordonnée par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure des besoins des établissements du GHT SLS, en référence au bordereau des prix unitaires. Le montant maximum pour la maintenance corrective est de 3 473 600 € H.T par an tout établissement confondu soit 13 894 400 € H.T. sur la durée totale du marché.

Lots	Désignation	Montant maximum HT pour
------	-------------	-------------------------

		toute la durée du marché
1	Maintenance du parc d'équipements existants de marque CHUBB ou équivalent	6 029 600 € HT soit : CH Albert : 277 600 € HT CH Corbie : 608 000 € HT CH Intercommunal de la Baie de Somme : 360 000 € HT CHU Amiens Picardie : 560 000 € HT CH de l'arrondissement de Montreuil-sur-mer : 2 520 000 € HT CH Hesdin : 176 000 € HT EPSM : 1 040 000 € HT CH Montdidier-Roye : 488 000 € HT
2	Maintenance du parc d'équipements existants de marque DEF ou équivalent	5 392 800 € HT soit : CH Abbeville : 360 000 € HT CHU Amiens Picardie : 4 000 000 € HT CH Doullens : 196 800 € HT EPSM : 116 000 € HT CH Montdidier-Roye : 720 000 € HT
3	Maintenance du parc d'équipements existants de marque SIEMENS ou équivalent	1 520 000 € HT soit : CHU Amiens Picardie : 600 000 € HT CH de l'arrondissement de Montreuil-sur-mer : 320 000 € HT CH Hesdin : 176 000 € HT CH Montdidier-Roye : 424 000 € HT
4	Maintenance du parc d'équipements existants AUTRES MARQUES	952 000 € HT soit : CH Corbie : 172 000 € HT CH Abbeville : 40 000 € HT CHU Amiens Picardie : 640 000 € HT EPSM : 100 000 € HT

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures courantes et services, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes :
 - Annexe n°1 : la répartition des paiements en cas de groupement, le cas échéant,
 - Annexe n°2 : la ou les déclarations de sous-traitance éventuelles,
 - Annexe n°3 : le taux d'escompte ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Inventaire des établissements parties du GHT SLS
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le bordereau de prix unitaire (B.P.U.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le mémoire technique du titulaire comprenant le catalogue avec les tarifs en vigueur.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'éventuelle annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

3. Forme des notifications, informations au titulaire et langue

3.1. Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.2. Langue du marché

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, etc.) seront rédigés en langue française. Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

4. Durée, modalités et délais d'exécution

4.1. Durée du marché conclu en partie à prix global et forfaitaire et en partie à prix unitaires

Le marché est conclu pour une durée totale de **12 mois** ferme, renouvelable trois fois 12 mois de manière tacite, à compter de sa date de notification. La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

Le pouvoir adjudicateur prendra par écrit la décision de ne pas reconduire le marché sous réserve de prévenir le titulaire par écrit avec accusé de réception au plus tard **trois mois** avant la date d'échéance de la période en cours.

4.2. Modalités et délais d'exécution

4.2.1 Modalités d'exécution des mesures préventives

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant la durée du marché

à compter de sa date de notification.

Pour la maintenance préventive, le marché est conclu à prix global et forfaitaire, sur la base d'une D.P.G.F. Les prestations seront exécutées sur la base d'un calendrier prévisionnel d'exécution mis au point en début d'exécution de chaque période conformément au C.C.T.P.

4.2.2 Modalités d'exécution des mesures curatives

Pour la maintenance corrective, le marché est conclu à prix unitaires, sur la base d'un B.P.U. Cette partie est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure des besoins des établissements parties du GHT SLS, sans montant minimum et avec un maximum de 3 473 600 € H.T. par an, soit 13 894 400 € H.T. sur la durée totale (48 mois). Les délais d'exécution des prestations devront être exécutés selon la périodicité, les modalités ou les délais déterminés conformément aux dispositions de l'article 3.1.5 du Cahier des Clauses techniques Particulières.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront à minima :

- L'objet et la référence du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la prestation à exécuter et la quantité ;
- Le montant du bon de commande (détail des prix applicables tels que figurant au B.P.U., montant total en € H.T., taux et montant de la T.V.A. et montant total en € T.T.C.) ;
- Le lieu et la date (ou délai) d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commandes est la personne désignée par la direction compétente de l'établissement.

Les bons de commande devront être notifiés au titulaire avant tout commencement d'exécution, par tout moyen (mél...) permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception par celui-ci.

Seuls les bons de commande signés par les établissements parties concernés pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les parties conviennent d'accorder même force probatoire aux documents transmis par courriel que ceux transmis en original. Ainsi, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à conserver lesdits courriels qui, dans ces conditions, constitueront des copies fidèles et durables au sens de l'article 1379 du Code civil. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait un groupement, ils seront adressés au mandataire.

4.2.2.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations devront être exécutés selon la périodicité, les modalités ou les délais déterminés conformément aux dispositions de l'article 3.1.5 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

⇒ **1. Visites périodiques de maintenance préventive**

A - Dates et heures :

Les dates et heures exactes des visites sont fixées d'un commun accord avec la personne publique.



A défaut de cet accord, le titulaire propose, pour chaque visite, un planning au moins deux mois à l'avance ou dans un délai de 2 semaines à compter du jour de la demande du représentant de l'établissement partie concerné.

Les créneaux horaires de visite préventive se situent entre 8h00 et 17h00 du lundi au vendredi. Toutefois, pour des raisons d'exploitation, il pourra être demandé de faire des opérations de maintenance en dehors de ces horaires. Aucun surcoût ne pourra être demandé.

Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 15 jours avant la date prévue.

Les visites systématiques peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations.

B - Information du responsable avant la visite :

Le personnel chargé de la visite se présente au responsable sécurité du site considéré dès son arrivée dans les locaux de la personne publique.

C - Temps maximum d'indisponibilité :

La visite ne doit pas conduire à une indisponibilité du matériel ou de l'équipement supérieure à 24 heures concernant la maintenance préventive.

Dans le cas contraire, le personnel de visite demande l'accord de la personne publique.

D - Rapport de visite :

A chaque visite, le personnel d'intervention du titulaire établit le compte rendu sur le carnet de maintenance sur lequel :

- Il atteste que les opérations systématiques, prévues dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ont bien été effectuées. Il signale les interventions effectuées à son initiative définie au 1.B ci-dessus ainsi que les dates et heures de début et de fin de ces interventions.
- Il porte ses observations telles que : anomalies constatées, usures de certains organes, risques de détérioration, ...

Conformément aux dispositions de l'article 3-1-6 du CCTP, le titulaire établira un rapport de visite en double exemplaire et visé par le responsable sécurité incendie.

E - Propositions d'intervention :

Par la suite, le titulaire formule ses propositions d'intervention (liste des travaux, temps d'intervention et d'immobilisation, etc..) pour celles qui ne sont pas de l'initiative ou de la compétence du personnel chargé de la visite, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative du chef d'établissement ou du chef de service.

Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.

Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Il avertit le chef d'établissement de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

L'entreprise devra prendre en charge la levée des observations formulées par le bureau de contrôle et remplir les documents informatiques fournis traçant les actions correctives apportées.

⇒ **2. Maintenance préventive conditionnelle - Maintenance corrective**

A - Programme d'exécution - Dates et heures d'intervention :

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable de l'établissement afin que ce dernier mette en œuvre en temps utile les dispositions qu'il juge nécessaires.



Les créneaux horaires d'interventions préventive se situent entre 08h00 et 17h00 du lundi au vendredi, tout au long de l'année. Les interventions correctives doivent être effectuées dans un délai maximum de 2 heures après réception de l'appel téléphonique par le responsable sécurité de l'établissement conformément aux dispositions de l'article 3-1-5 du CCTP.

B - Initiative des interventions – Accord de la personne publique :

- Interventions faisant l'objet d'une rémunération forfaitaire :

Le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur demande de la personne publique compte tenu des stipulations du présent article.

Le personnel chargé de l'intervention se présente au poste de sécurité dès son arrivée dans les locaux de la personne publique.

- Interventions rémunérées hors forfait en régie d'heures :

Chaque établissement partie concerné demande par téléphone et confirme par tout moyen permettant d'en attester sa bonne réception par le titulaire (courriel, télécopie, courrier, ...) les interventions à réaliser par le titulaire. Ce dernier transmet à l'établissement partie concernée un devis dans un délai d'une semaine à compter de la date de la demande de l'établissement.

Ce devis sera établi sur la base des frais de déplacement (coût kilométrique et coût horaire du voyage) et du taux horaire de main d'œuvre (éventuellement révisés), et du tarif des pièces détachées tels qu'ils apparaissent dans l'offre du titulaire.

Contenu du devis :

Le devis reprendra les éléments suivants :

- La référence du devis
- Le numéro d'affaire du présent marché
- La date de demande de devis
- La date d'émission du devis
- Le libellé de l'opération
- La localisation de l'opération et le numéro d'inventaire du ou des locaux
- Le nom du chargé d'opérations de l'établissement partie concerné
- Le nom du référent « entreprise » pour le devis
- Le nom des sous-traitants éventuels
- Le descriptif détaillé des différents postes
- Les délais contractuels d'approvisionnement sur site
- Les délais d'exécution détaillés par phase de prestations
- Les numéros d'articles, les désignations et les prix figurant aux bordereaux des prix unitaires
- Le nombre d'heures et le taux horaire main d'œuvre, le cas échéant
- Le récapitulatif du total hors taxe bordereaux et hors bordereaux.

Le titulaire intervient sur bon de commande comme défini au 4.2.1.

Lorsqu'en cours d'exécution le titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, il doit demander l'accord avant toute modification dans l'exécution des prestations.

C - Compte rendu d'intervention :

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte-rendu, à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, à la personne publique, dans les mêmes conditions que celles indiquées au point 1.E ci-dessus.



Le compte rendu sera remis dans un délai de 24 heures.

⇒ **3. Durée des interventions**

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible.

Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

Délai maximum d'indisponibilité : 24 heures.

Délai maximum de réparation : 72 heures.

Ce délai pourra ponctuellement faire l'objet d'une prolongation, avec l'accord de l'établissement partie concerné, suivant le problème rencontré.

⇒ **4. Coordination des interventions**

Dans le cas où le titulaire du présent marché n'est pas le constructeur ou l'installateur, lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

⇒ **5. Fournitures**

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation sont remplacés par des composants homologués comparables.

A - Provenance et qualité des matières consommables et pièces de rechange :

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matériels consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

B – Récupération :

Le titulaire peut proposer la préparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Sur demande de la personne publique, les pièces non réutilisables et résidus lui sont remis.

C - Livraison de pièces détachées

Adresses de réalisation des prestations :

Voir la liste des établissements parties concernés à l'article 1.1 du présent C.C.A.P.

La livraison des pièces détachées s'effectue dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Frais de transport :

Les marchandises seront mises à disposition dans les locaux du vendeur, qui procède au chargement sur le moyen de transport adressé par le pouvoir adjudicateur. Les frais inhérents au transport des marchandises jusqu'à leur destination incombent au titulaire conformément aux dispositions de l'article 18.4 du CCAG-FCS.



Risques inhérents au transport :

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire conformément aux dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Le vendeur garantit des conditionnements et emballages adaptés à ses marchandises dans le cadre d'un transport routier et communique sur ses préconisations d'arrimage ou de manutention des colis, palettes ou caisses.

Retour de marchandises non-conformes :

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur, qui fera son affaire de la reprise des marchandises non conformes.

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison établi en double exemplaire indiquant :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse
- La date de livraison
- La date d'expédition
- La référence de la commande
- Les caractéristiques essentielles de la fourniture
- Les quantités livrées
- Le numéro du marché
- Indication du pays d'origine des fournitures livrées.

L'un des deux exemplaires sera signé par le magasinier et/ou une personne désignée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Il sera remis au livreur et vaudra procès-verbal de réception si la vérification de la livraison est satisfaisante.

Le titulaire retenu qui n'assurerait pas lui-même la livraison dans ce cadre s'engage à faire respecter au transporteur de son choix les conditions indiquées ci-dessus, rappelées dans chaque bon de commande.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 alinéa 1 du C.C.A.G.- F.C.S.

5. Prix

5.1. Contenu et caractéristiques des prix

Les prix du marché sont traités en partie à **prix global et forfaitaire, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) et en partie à prix unitaires, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)**.

Les prix seront **appliqués aux quantités réellement exécutées**, et feront l'objet de bons de commande.



Chaque ligne de prix de la décomposition du prix global et forfaitaire de maintenance préventive est considérée comme un forfait de maintenance complet par équipement, toutes composantes incluses (déplacement, main d'œuvre, fourniture des rapports d'intervention par bâtiment, fournitures et utilisation de consommables, prise de rendez-vous, toutes sujétions comprises, dépose, évacuation, traitement des déchets.)

Les prestations concernant la maintenance corrective, dépannage font l'objet d'un prix unitaire indiquées au B.P.U.

Pour les prestations ou les fournitures hors BPU, il sera fait application d'un tarif remis sur catalogue. Le catalogue devra être consultable, téléchargeable et vérifiable par tous moyens permettant d'en contrôler la véracité des éléments applicables pendant la durée du marché.

Les prix comprendront toutes les charges fiscales (hors T.V.A.), parafiscales ou autres, impactant la prestation, et déductions faites des frais liés à la fiscalité propre du prestataire économique et /ou sur le revenu, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage.

Le prix comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché et notamment le temps passé sur site, les frais de fonctionnement et de secrétariat, les frais de déplacement et d'hébergement éventuels, de conception et de transmission des livrables, de réunions, de secrétariat, liés aux assurances, ainsi que les frais généraux et fiscaux.

Les prix tiennent compte également des sujétions permettant de faire face à la situation sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 et de toute autre épidémie nécessitant des mesures d'hygiène et de distanciation similaires.

Avant établissement du prix, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Après remise de son offre, le titulaire ne pourra plus se prévaloir d'omissions, erreurs ou divergences pour se dispenser d'exécuter les prestations conformément aux prescriptions du marché.

Les prix sont fermes pour la période initiale et révisibles pour la période de reconduction du marché dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent document.

5.2. Variation des prix

Les prix du marché sont établis pour une année ferme reconductible une année. Ils sont donc fermes pour la première année et révisibles pour la période de reconduction.

5.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » M_0 .

5.2.2 Révision du prix

Le prix sera révisé pour la période de reconduction.

La formule de révision est la suivante :

$$P = Po [0,15 + 0,85 \times (0,85 ICHT.IME(o) + 0,15 FSD2(o))]$$

Avec :

P(n) : prix révisé

Po : prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

ICHT.IME : Indice du coût horaire du travail Industries Mécaniques et Électriques

FSD2 : frais et service divers

La révision peut se faire à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché (date de notification du marché).

Le titulaire s'engage, sous peine de forclusion, à notifier la révision des prix du BPU à l'établissement support du GHT Somme Littoral Sud , par mail à l'adresse direction.achats@chu-amiens.fr et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du mail doit nécessairement figurer le code : REV + numéro de marché affecté + numéro de lots concernés le cas échéant ;
- Ce mail doit contenir les nouveaux prix remisés, hors taxes (proposition de révision et nouveau barème) sous un délai de trois mois avant la date d'échéance annuelle du marché.

Dans l'hypothèse où les tarifs seraient transmis « hors délai » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être révisés. Par conséquent, les tarifs de l'année n seront appliqués sur l'année n+1.

5.3. Arrondis

Tous les calculs seront arrondis à deux décimales (à l'exception du coefficient de révision de l'article 5.2), en appliquant la méthodologie suivante :

- * si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- * si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix sera donc arrêté à deux décimales.

5.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant global du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article B.11.1. du CCAG F.C.S (option B), le montant de l'avance sera égal à **5 %** du montant initial du bon de commande, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an.



Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du bon de commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2. Garanties financières de l'avance

Sans objet.

6.3. Garantie constructeur

La garantie constructeur des pièces fournies et posées s'appliquera pendant la durée du contrat.

7. Règlement des comptes

7.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS.

La périodicité de l'acompte est trimestrielle.

7.2. Mode de règlement – Escompte

Le règlement s'effectue sur service fait sur présentation de la facture ou des demandes de paiement équivalentes. Le service fait s'entend à l'issue de la réception des prestations et de la transmission par le titulaire de l'ensemble des justificatifs (facture).

Le service fait sera constaté sur les quantités réellement livrées. Le cas échéant, un bon de commande pourra être soldé à des quantités inférieures à celles commandées, sans réclamation possible par le titulaire.

Le délai global de paiement ne pourra excéder **50 jours** selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.



Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires.

Pour le CHU Amiens Picardie uniquement : Plusieurs taux d'escompte pourront être avancés, variables par tranches de délais suivants :

- Paiement à 40 jours : %
- Paiement à 30 jours : %
- Paiement à 20 jours : %

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois qu'un établissement du GHT concerné honorera les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement membre de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

7.3. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4. Présentation des factures au format dématérialisé

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.



Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 modifié par décret n°2019-748 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes reprises à l'article D.2192-2 du code de la commande publique :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

« Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures ».

Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts Est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
Centre Hospitalier Universitaire Amiens-Picardie	268 000 148 00125

Centre Hospitalier Intercommunal Montdidier-Roye	268 000 148 00125
Centre Hospitalier d'Albert	268 000 031 00016
Centre Hospitalier de Doullens	268 000 106 00016
Centre Hospitalier de Corbie	268 000 072 00010
Centre Hospitalier d'Hesdin	266 209 386 00017
Centre Hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil-sur-mer	266 209 691 00192
Établissement Public de Santé Mentale de la Somme	268 000 296 00015
Centre Hospitalier d'Abbeville	268 000 015 00019
Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme	200 040 301 00018

7.5. Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.2 du CCAG FCS, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours d'exécution du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

8. Pénalités

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, l'ensemble des pénalités, si elles sont appliquées, le



seront sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucun seuil plancher pour exonération de pénalité n'est prévu.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligés par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

Le montant des pénalités s'entend hors T.V.A.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sont calculées par jour ouvré, week-end et jours fériés jusqu'à la réalisation effective de la prestation en retard.

- Retard dans la remise du rapport d'intervention suite à la visite préventive : 30 € / jour ouvré.
- Retard d'exécution sur le calendrier de maintenance préventive validé avec les établissements parties concernés : 30 € / jour ouvré.
- Non-respect du délai maximal de 2h après le signalement, sans mise en demeure préalable : 100 € / heure de retard.
- Non prise en compte de l'appel du service d'astreinte : 100 € / manquement constaté.
- Non-respect du délai de remise en état : 50 € / heure.
- Non-respect du délai de remise de devis : 100 € / jour ouvré de retard.

8.2. Pénalités diverses

- Pénalité pour le non-respect des règles de sécurité : 100 € / infraction constatée.
- Pénalité pour dégradation/non entretien du local de maintenance ou des équipements mis à disposition par l'établissement : 200 € / infraction constatée (plus frais de remise en état).
- Pénalité pour défaut de communication d'une situation anormale aggravante : 150 € / infraction relevée (plus frais éventuel causé par la situation anormale).
- Non déclaration de tout changement dans l'équipe dédiée par le titulaire : 100 € / jour ouvré (sans mise en demeure préalable et jusqu'à la proposition d'une équipe dont les compétences sont équivalentes. Le jugement d'équivalence appartient seul au pouvoir adjudicateur).

8.3. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximum TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

8.4. Mesures compensatoires

Il est entendu par mesures compensatoires, toutes actions permettant d'assurer un bon niveau de sécurité tel que la mise en place d'agent de sécurité qualifié SSIAP ou tout autre proposition en accord avec l'établissement concerné et le service de prévention du SDIS 80 par exemple ou les autres établissements parties concernés.

Ces mesures seront facturées à la charge du titulaire du marché en cas de non-respect de remise en service dans les délais impartis les équipements nécessitant une intervention.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions du C.C.T.P.

Le marché s'exécute pour la maintenance préventive et pour la maintenance corrective dans les conditions fixées aux articles 4.2 et 4.2.2.1 du présent C.C.A.P.

9.1.1 Prise en charge - Remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance : la visite sur sites est obligatoire.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de la personne responsable du marché, sous réserve des dispositions figurant au 4.2.2.1.E du présent C.C.A.P.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

9.1.2 Documentation technique

Voir le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

9.1.3 Accès et consignes

Le personnel du titulaire doit justifier de son appartenance à la société, titulaire du marché.

9.1.4 Locaux et moyens mis à disposition du titulaire

Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux, conséquences d'un défaut.

Les moyens suivants sont mis à disposition du titulaire : eau, chauffage, électricité.

9.1.5 Personnel d'intervention du titulaire

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des matériels ou équipements, objet du marché.



Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire.

Il est l'interlocuteur normal de la personne publique.

Le chef d'établissement ou de service peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres.

9.1.6 Consignes générales de sécurité

Le titulaire et son personnel devront respecter notamment les « consignes générales de sécurité » des établissements du GHT Somme Littoral Sud.

9.2. Obligations du titulaire

9.2.1 Réunions

Une réunion de mise au point sera organisée entre le titulaire et les établissements parties concernés suite à la notification du marché pour établir, notamment, le planning prévisionnel d'exécution de la maintenance préventive pour la première période du marché.

Les réunions de suivi seront organisées périodiquement entre le titulaire et les établissements parties concernés pour présenter le bilan de l'activité.

En tant que de besoin, la collectivité pourra programmer - sans surcoût - d'autres réunions avec le prestataire.

9.2.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec les établissements parties concernés.

9.2.3 Intervenants

Le titulaire du marché indique dans son offre la ou les personnes pressenties pour suivre la réalisation des prestations. Cette(ces) personne(s) [interlocuteur(s) privilégié(s)] est(sont) capable(s) de superviser et coordonner l'ensemble des missions de réalisation et d'assurer avec le pouvoir adjudicateur le suivi administratif et financier du marché.

Si un intervenant prévu par le prestataire n'est plus disponible pour l'exécution du marché, le prestataire s'engage à le remplacer par une personne ayant des compétences équivalentes.

A cet effet, il transmettra au pouvoir adjudicateur les informations relatives au nouvel interlocuteur privilégié (nom, titre, compétences et expériences, coordonnées), pour accord.

A défaut d'une décision expresse de refus du pouvoir adjudicateur formulée dans les 10 jours suivant la réception de cette proposition, le nouvel intervenant est réputé accepté.

9.2.4 Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.



Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

9.2.5 Présentation des livrables

Les livrables seront à remettre par le titulaire dans les conditions fixées au C.C.T.P.

En cas d'envoi postal ou de dépôt, le document devra être adressé à l'adresse qui lui sera indiqué en début d'exécution du marché.

9.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

9.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire du marché assure à ses frais l'exécution des travaux éventuels consécutifs à des dégradations commises, soit par le personnel, soit par une utilisation inappropriée des produits sur les supports traités ou d'une mauvaise utilisation des matériels ou machines.

Si consécutivement à l'intervention du titulaire du marché, des dégâts venaient à être occasionnés aux végétaux, aux équipements ou engendreraient des désordres, le titulaire a à charge de remédier à l'ensemble des faits et doit remettre en état les biens détruits ou abîmés.

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque partie distincte à réaliser fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

10.1. Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, conformément aux dispositions du C.C.T.P. et selon les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Les vérifications seront effectuées à l'issue de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 30 du CCAG-FCS et dans un délai d'1 mois.

La personne responsable du marché peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérifications ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations. Dans ce cas, le titulaire est invité à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

- Soit de rejeter les prestations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur.
- Soit d'accepter les prestations en l'état avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti, les prestations sont considérées comme reçues.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur, et ce sans surcoût.

Après présentation par le titulaire des prestations modifiées, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis du même délai que celui indiqué ci-dessus.

10.2. Décision après vérification

Au vu des constatations de service fait in situ et au vu des rapports de visite ou des compte rendus d'intervention visés au 4.2.2.1.D et au 4.2.2.2.C, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS par l'ingénieur sécurité ou son représentant.

11. Garantie des prestations

Pour les sous-ensembles et composants suivants remplacés au titre du présent marché, la durée de garantie est d'un an, à compter de l'admission des prestations.

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie doit être mentionnée sur la fiche de maintenance avec la date d'effet de garantie.

12. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

13. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,



- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

- **Ajustement des prestations** : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

14. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
14 Rue Lemerchier
CS 81114
80011 Amiens Cedex 01

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

15. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire



Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour faute du titulaire selon les dispositions de l'article 41 du CCAG FCS.

Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

16. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17. Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18. Clause complémentaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire du marché communique au pouvoir adjudicateur toutes les modifications portant sur sa situation juridique, économique et fonctionnelle.

Le titulaire est notamment tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché. S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

19. Dérogations au CCAG applicables

Liste des articles du CCAG Fournitures courantes et services auxquels il est dérogé et numéros des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2	4.1
8	14.1.3

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au CCAG-FCS n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAP FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.